

ANNEXE 45-110A4 RENSEIGNEMENTS PERSONNELS RELATIFS AU PORTAIL

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

S'îl se prévaut de la dispense d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (article 3 de la règle), le portail de financement qui facilite ou compte faciliter un placement par financement participatif doit transmettre le présent formulaire dûment rempli par chaque fondateur, administrateur, dirigeant et personne participant au contrôle du portail de financement avec les pièces jointes et tous les formulaires correspondants prévus à l'Annexe 45-110A3 à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

Les renseignements fournis dans le présent formulaire doivent être propres à la personne physique qui l'atteste.

RENSEIGNEMENTS SUR LE PORTAIL DE FINANCEMENT

- 1. Fournir le nom complet du portail de financement tel qu'il figure dans les documents constitutifs.
- 2. Indiquer le nom sous lequel le portail de financement sera exploité.
- 3. Indiquer le(s) poste(s) que la personne physique occupe chez le portail de financement.

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

4.	Nom complet:					
Pré	nom	Autre(s) prénoms(s)		Nom de famille		
5. d'auti	Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous l'autres noms, par exemple un surnom ou un nom changé à la suite d'un mariage?					
	Oui □ Non □					
	Si vous avez répondu « oui », veuillez fournir des détails :					
6.	Numéro de téléphone et adresse électronique :					
Numéro de téléphone résidentiel :		()	Numéro de cellulaire :			

Numéro de téléphone professionnel :				Adresse électronique	:			
. Indiquez toute dresse résidentielle a		resses 1	résidentielles d	les 5 dernières	années	en com	mençanı	t par votı
Nº et rue, ville, prov	ince, ter	ritoire	ou État, code j	postal et pays	De		À	
-					MM	AAAA	MM	AAAA
Nom du mandataire signification:	aux fins	de						
Nom de la personne	e-ressour	ce:						
Adresse aux fins de signification :								
Téléphone:								
9. Date et lieu d	e naissaı	nce:						
Date de naissance			de naissance					
MM JJ	AAAA	Ville		Province/ter	rritoire	/État	Pays	
Pays de citoy	annetá :							
.v. rays ut choy	chilete.							

11. Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit à quelque titre que ce soit auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un agent responsable au Canada?

Oui □ Non □
Si vous avez répondu « oui », indiquez votre type de permis ou d'inscription, le nom de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en question ainsi que la date de début et de fin, le cas échéant :
12. Avez-vous déjà fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :
a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?
b) omis de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?
c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?
Oui □ Non □
Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.
RENSEIGNEMENTS SUR LES INFRACTIONS CRIMINELLES
13. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour :
a) une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel en vertu du Code criminel (L.R.C. 1985, ch. C-46);
b) une infraction quasi criminelle dans un territoire du Canada ou un territoire étranger;
c) un délit ou acte délictueux grave en vertu de la législation pénale des États-Unis
d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;
 d) une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger.

Instructions: Une infraction quasi criminelle peut comprendre une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.)), à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27) ou à la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes

à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de toute province ou de tout territoire du Canada ou d'un territoire étranger.

14. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infractio criminelle?
Oui □ Non □
Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce joint signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment le circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.
15. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance ou suspendue relativement à un infraction criminelle contre une personne ou société dont vous étiez fondateur, administrateu dirigeant ou personne participant au contrôle au moment où les faits reprochés ont eu lieu?
Oui □ Non □
Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce joint signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment le circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.
16. À votre connaissance, une personne ou société dont vous étiez fondateur, ou qui, pendar la période où vous en étiez administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle, a-t-ell déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obten une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle?
Oui □ Non □

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES CIVILES

17. Avez-vous ou une personne ou société dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle a-t-elle fait l'objet d'une décision (d'interdiction d'opérations ou autre), d'un jugement, d'un décret, d'une sanction ou d'une pénalité administrative imposés par un organisme gouvernemental, un organisme administratif, un organisme d'autoréglementation, un tribunal civil ou un tribunal administratif du Canada ou d'un territoire étranger, ou conclu un règlement amiable avec telle entité, au cours des 10 dernières années relativement à une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants, ou sur des allégations de conduite similaire au Canada ou à l'étranger relativement à votre participation à une activité bancaire, en valeurs mobilières, en dérivés ou en assurances?

\sim .	— ъ. т	
/ 1111	l Non	
()111	i i Non	

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

18. Faites-vous ou une personne ou société dont vous êtes ou étiez fondateur, administrateur, dirigeant ou personne participant au contrôle fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, information fausse ou trompeuse ou manquement similaire?

Oui	Non	

Si vous avez répondu « oui », fournissez tous les détails pertinents dans une pièce jointe signée et datée par la personne physique autorisée qui atteste le présent formulaire, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, le cas échéant.

COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis, utilisés et communiqués par les autorités en valeurs mobilières ou, le cas échéant, par les agents responsables des territoires en vertu du pouvoir qui leur est conféré par la législation en valeurs mobilières aux fins d'administration et d'application de celle-ci.

En présentant le présent formulaire, vous consentez à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le présent formulaire est présenté recueille, utilise et communique vos renseignements personnels et obtienne, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par les organismes de réglementation gouvernementaux gouvernementaux organismes ou non ou les d'autoréglementation ainsi que votre dossier de crédit et vos relevés d'emploi s'il ou elle en a besoin pour déterminer si les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets et si les conditions prévues par les dispenses d'inscription et de prospectus pour financement participatif des entreprises en démarrage sont respectées. Les agents responsables, sauf au Québec, ou les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur vous à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de tout territoire où le présent formulaire est présenté, aux coordonnées indiquées ci-après.

ATTESTATION

En présentant le présent formulaire :

- j'atteste que les déclarations faites aux présentes et dans toute pièce jointe sont véridiques et complètes;
- j'accepte d'être assujetti à la législation en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où je l'ai transmis, notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant à mes activités à titre de fondateur, d'administrateur, de dirigeant ou de personne participant au contrôle d'un portail de financement en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable.

Signature :		Date:	
Nom (en caractères d'imprimerie) :			
Poste:			

COMMET UNE INFRACTION QUICONQUE FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LE PRÉSENT FORMULAIRE

Coordonnées:

Alberta Alberta Securities Commission Suite 600, 250 – 5th Street SW Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone: 403 297-6454 Courriel: registration@asc.ca www.asc.ca	Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission Suite 400, 5251 Duke Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3 Téléphone: 902 424-7768 Sans frais en Nouvelle- Écosse: 1 855 424-2499 Courriel: nssc.crowdfunding@novascotia.ca nssc.novascotia.ca
Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone: 604 899-6854 Sans frais au Canada: 1 800 373-6393 Courriel: portal@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca	Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 20 Queen Street West, 22 nd Floor Toronto (Ontario) M5H 3S8 Sans frais: 1 877 785-1555 Courriel: inquiries@osc.gov.on.ca www.osc.cs OSC Electronic Filing Portal https://eforms1.osc.gov.on.ca/e- filings/generic/form.do?token=ec7a3cb6- d86d-419d-9c11-f1febe403cb6
Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St. Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone: 204 945-2548 Sans frais au Manitoba: 1 800 655-2548 Courriel: exemptions.msc@gov.mb.ca www.mbsecurities.ca	Québec Autorité des marchés financiers Direction de l'encadrement des intermédiaires 800, rue du Square-Victoria, 22e étage C.P. 246, Place Victoria Montréal (Québec) H4Z 1G3 Téléphone: 514 395-0337 Sans frais au Québec: 1 877 525-0337 Courriel: financement-participatif@lautorite.qc.ca www.lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Sans frais : 1 866 933-2222 Courriel : emf-md@fcnb.ca www.fcnb.ca	Saskatchewan Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan Securities Division Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone: 306 787-5645 Courriel: registrationfcaa@gov.sk.ca www.fcaa.gov.sk.ca